ISSN 2966-5752

Voltaire

Actualité internationale

N°22 - 6 janvier 2023

La majorité de l'Assemblée générale de l'Onu bascule côté russo-chinois

En trois mois, le conflit qui oppose deux organisations du monde depuis l'effondrement progressif de l'Union soviétique sur elle-même s'est accéléré avec la confrontation en Ukraine : d'un côté un monde régi par des règles occidentales, de l'autre un monde stabilisé par le Droit international.
Personne n'a rien dit lorsque l'Otan a attaqué la Serbie sans l'aval du Conseil de Sécurité.
Personne n'a protesté lorsque, allant plus loin encore, les États-Unis et le Royaume-Uni ont menti au Conseil de Sécurité pour justifier leurs agressions contre l'Afghanistan, contre l'Iraq et contre la Libye.
Toutefois, depuis que la Russie est venue en aide au peuple syrien et désormais au peuple ukrainien en application de la résolution 2202, les choses se clarifient.
Aujourd'hui les deux camps jurent chacun avoir raison, mais le premier n'entend plus ce que dit le second. Pas l'inverse.
Les Occidentaux travaillent actuellement à exclure la Russie de toutes les organisations intergouvernementales. Ils y sont déjà parvenus au Conseil de l'Europe et pensaient y arriver aussi aux Nations unies comme, en 1939, ils avaient exclu l'URSS de la SDN. Il leur faut pour cela d'abord modifier la Charte de l'Onu, ce qui semblait n'être qu'un jeu d'enfants il y a seulement trois mois.
Le 13 octobre, ils ont été 143 États à condamner l'« invasion » de l'Ukraine par la Russie et seulement 35 à saluer son application de la résolution 2202.
Cependant, le 30 décembre, la majorité a changé de camp.
Ils ont été 87 États à voter que la Cour internationale de Justice (CIJ), le tribunal interne de l'Onu, devait déclarer l'occupation des Territoires palestiniens illégale, contre 26 pour qui le monde régi par les règles occidentales doit s'accommoder de 75 ans de non-Droit.

AMÉRIQUE

Les sabotages US en Russie sont préparés depuis 2017

Selon Jack Murphy, les opérations de sabotage en Russie et en Biélorussie ont été autorisées préventivement par le président Barack Obama juste avant la fin de son mandat. Elles sont coordonnées par des officiers du Special Activities Center de la CIA délégués auprès du European Mission Center de la CIA. Sur le terrain, elles ne sont jamais effectuées par des citoyens états-uniens.
Durant plusieurs années, des agents non-US de la CIA ont piégé divers sites du complexe militaro-industriel russe et biélorusse. Ils ne sont passés à l'action qu'au lendemain de l'intervention russe en Ukraine occasionnant de lourds dégâts.

Ce que révèlent les *Twitter Files*

Dans la dernière livraison des *Twitter Files*, réunis par son PDG Elon Musk, on apprend que non seulement le FBI a demandé à Twitter de censurer les informations sur l'affaire Hunter Biden, mais il lui a aussi versé 3,5 millions de dollars pour cela. La CIA participait aux meetings pour désigner ce qu'il fallait censurer.
Ce comportement des agences de Renseignement contre les citoyens US est sans équivalent depuis les années 1953-54, époque de la « chasse aux sorcières » du Maccarthysme.
Les actions des sociétés d'Elon Musk ne cessent de baisser en Bourse, certains de ses investisseurs lui faisant payer son engagement politique pour la liberté d'expression.

Eric Schmidt subventionne la FAS et rémunère des fonctionnaires jusqu'à la Maison-Blanche

Selon *Politico*, deux douzaines de chercheurs de la Fédération des scientifiques américains (FAS), prestigieuse association pacifiste, sont employés par l'administration Biden au Conseil des conseillers économiques de la Maison-Blanche, au Conseil environnemental de la Maison-Blanche, au secrétariat de l'Énergie, au secrétariat de l'Éducation, au secrétariat de la Santé et des Services sociaux, au secrétariat des Transports, au secrétariat de Sécurité de la Patrie et dans la Commission fédérale du Commerce. Ils ne sont pas payés par l'administration Biden, mais par le milliardaire Eric Schmidt.
Ancien président de Google puis d'Alphabet, Eric Schmidt est, selon *Bloomberg*, la 54° fortune mondiale. C'est un grand défenseur de l'investissement de l'État fédéral dans la technologie. Il est notamment membre de la Commission trilatérale et du Club de Bilderberg.

D'une manière générale, les rappels de « vaccins ARN » affaiblissent les patients

Selon le Dr. Robert Malone, inventeur des procédés ARN messagers utilisés par les laboratoires Pfizer et Moderna, les personnes ayant reçu plusieurs rappels de « vaccins » anti-Covid sont plus susceptibles d'être à nouveau contaminées et de mourir que celles qui n'ont reçu qu'une seule injection.
The Epoch Times a vérifié cet apparent paradoxe dans 17 des 18 États fédérés dont les statistiques sont disponibles.

Les dernières spéculations de la Rand Corporation

Le think tank historique du complexe militaro-industriel US, la Rand Corporation, a publié une courte étude prévisionnelle : *Répondre à une attaque russe limitée contre l'Otan pendant la guerre d'Ukraine*.
La Rand envisage que Moscou puisse frapper des cibles en Europe comme la base US de Ramstein, jamais qu'il ne bombarde le Foreign Office à Londres et le Pentagone à Washington comme l'ancien ambassadeur russe à l'Otan l'a évoqué.

À la recherche de nouvelles pièces de l'affaire Hunter Biden

Un avocat du Colorado, spécialisé dans la transmission de documents officiels, Me Kevin D. Evans, a intenté une procédure au mois de mars contre le secrétariat à la Justice afin de le contraindre à révéler 400 documents qu'il détient sur les affaires financières de Hunter Biden et ses relations professionnelles en Russie, en Ukraine et en Chine.
Le *Freedom of Information Act* (FOIA), inspiré de l'exemple suédois, fait obligation aux agences fédérales de communiquer leurs documents.

Ron DeSantis contre le wokisme

Le gouverneur de Foride, Ron DeSantis, a consacré son discours de nouvel an à défendre la liberté et à se dresser contre l'idéologie « woke » qui s'est installée dans les villes et les États du pays.
« Nous recherchons la normalité, pas la folie philosophique (…) Nous ne permettrons pas que la réalité, les faits et la vérité deviennent facultatifs (…) La Floride est l'endroit où le wokisme va mourir », a-t-il déclaré.
M. De Santis est pressenti pour prendre la tête du Parti républicain.

Le cimentier Lafarge poursuivi au civil pour les mêmes faits négociés au pénal

Deux familles de Marins et une de Marines états-uniens décédés respectivement en Syrie, en Iraq et en Libye, ont porté plainte contre Lafarge-Holcim pour complicité avec Al-Qaeda (Front Al-Nusra) et Daesh.
En 2022, Lafarge avait plaidé coupable et payé 778 millions de dollars à la Justice états-unienne pour la partie pénale, bien que ses liens avec la CIA soit connus. Il s'agit cette fois de dommages civils.
Les procédures US sont distinctes des procédures dans d'autres pays, comme en France où la Cour de Cassation a jugé que la participation de Lafarge aux actions des services secrets (DGSE) ne l'exonérait pas de poursuites pour complicité dans des actes de terrorisme. Holcim, qui avait fusionné avec Lafarge en 2015, a immédiatement annoncé qu'il se séparait de son encombrant allié.

Les oustachis boliviens poursuivis pour le coup d'État bolivien de 2019

Le gouverneur de Santa Cruz et chef de l'opposition, Luis Fernando Camacho, a été incarcéré pour sa participation au coup d'État de 2019.
M. Camacho, dont le slogan est « La Bolivie appartient au Christ ! », est l'ancien président de l'Union des jeunes de Santa Cruz, une organisation d'immigrants croates liée au parti chrétien-démocrate croate (HDZ) de Franjo Tuđman. C'est un successeur des oustachis fascistes et antisémites qui firent alliance avec les nazis, puis se réfugièrent en Amérique latine avec l'aide des Anglo-Saxons. Son groupe est connu pour ses ratonnades contre les amérindiens Aymara. Il avait joué un rôle central dans les émeutes qui se soldèrent par la fuite du président réélu Evo Morales et la prise du pouvoir par la présidente Jeanine Áñez. À l'époque, la presse internationale avait rapporté que les élections avaient été truquées et que le peuple avait eu raison du dictateur. Cependant la suite des événements avait montré qu'il n'en était rien, ce que confirmait une étude du MIT. De son côté, Declassified UK montrait, documents à l'appui, que le Royaume-Uni de Boris Johnson avait aidé les comploteurs de manière à obtenir des licences d'exploitation du lithium bolivien.
La présidente Jeanine Áñez a déjà été arrêtée et condamnée à 10 ans de prison.

La Colombie renoue avec le Venezuela

Le nouveau président colombien, Gustavo Petro, et son homologue vénézuélien, Nicolás Maduro, ont ouvert le pont reliant l'État colombien du Norte de Santander à Tachira. Il avait été

achevé en 2016, mais jamais inauguré en raison de l'opposition du président Ivan Duque à son homologue vénézuélien.

Le Venezuela s'apprête à tourner la page Juan Guaidó

L'opposition vénézuélienne cherche à se débarrasser du gouvernement fantôme de Juan Guaidó. Celui-ci n'a finalement été reconnu que par une cinquantaine d'États, tous liés à Washington. Il est désormais entaché d'une aura de corruption et n'a pas obtenu le moindre résultat. Un sondage évalue à 57 % les Vénézuéliens qui réclament sa dissolution et à seulement 6 % son soutien dans le pays.

Le président Nicolás Maduro a déclaré, lors d'une interview le 1er janvier, que son pays était « totalement prêt » à normaliser ses relations avec les États-Unis.

EUROPE

Le Royaume-Uni s'apprête à déclarer les Gardiens de la Révolution « terroristes »

Le général Ken McCallum, directeur du MI5, révèle que les Gardiens de la Révolution iraniens préparent des opérations au Royaume-Uni, à la fois contre des ressortissants iraniens et contre des Britanniques. Il plaide pour que cette organisation soit déclarée « terroriste ».
L'Iran a une longue tradition d'assassinat de ses opposants politiques à l'étranger, bien antérieure à la République islamique. Londres n'a pas été toujours aussi sourcilleux lorsqu'il soutenait Téhéran. Par exemple, lors de l'assassinat du sociologue révolutionnaire 'Alî Sharî'atî par la Savak du Chah Reza Pahlevi à Southampton, en 1977. Sharî'atî était un ami de Jean-Paul Sartre et de Frantz Fanon.

L'héritage du pape Benoît XVI

L'ancien pape Benoît XVI est décédé. Sa part d'ombre est dans la manière dont il a lutté contre les théologiens de la Libération en Amérique latine ou a réprimé l'homosexualité lorsqu'il était le préfet de la Congrégation de la Doctrine de la foi. Ce grand intellectuel a toutefois fait progresser la théologie catholique en dénonçant les péchés modernes que sont l'accumulation d'une richesse excessive, le fait de se droguer ou de dealer, la pollution de l'environnement, les manipulations génétiques, les expériences sur les humains, le fait de provoquer des injustices sociales ou la pauvreté, l'avortement et la pédophilie.
La polémique ouverte par ses propos de Rastisbonne (2006) sur la conception musulmane de la Transcendance a en définitive permis d'établir un dialogue permanent entre le christianisme et l'islam.
Il choisit de « renoncer » à sa charge (et non pas de « démissionner » ou d'« abdiquer »), non pas pour des raisons de santé comme le prétendent ses biographes, mais parce qu'il refusait de céder à un chantage exercé contre lui.

La CIA a censuré Internet pour protéger Emmanuel Macron

Les documents des *Twitter File*s attestent que la CIA est intervenue auprès de Twitter, Yahoo, Twitch, Cloudfare, LinkedIn et Wikimedia pour censurer la prétendue « désinformation russe » dénigrant le président Emmanuel Macron lors de sa campagne électorale de réélection, en 2022.

François Hollande confirme que les Accords de Minsk n'étaient qu'une manœuvre occidentale

Dans un interview exclusive au *Kyiv Independent*, l'ancien président François Hollande confirme les propos de l'ancienne chancelière Angela Merkel à *Die Zeit* .
À la question « Pensez-vous également que les négociations de Minsk visaient à retarder les avancées russes en Ukraine ? », il répond « Oui, Angela Merkel a raison sur ce point ».
L'ancien président Petro Porochneko a, quant à

lui, publiquement déclaré sitôt les accords signés qu'il ne les appliquerait jamais.
Seul le quatrième signataire, Vladimir Poutine, a cru à la bonne foi de ses partenaires. Cependant le fait qu'il ait proposé au Conseil de sécurité des Nations unies et fait adopter la résolution 2202 avalisant ces accords atteste qu'il ne croyait plus les Occidentaux et commençait à préparer l'intervention actuelle. Cette résolution lui donne le droit, en tant que garant des accords de Minsk, d'intervenir en vertu de sa « responsabilité de protéger ».

La Belgique et le Luxembourg libèrent les avoirs des sociétés occidentales qui travaillaient en Russie

La Belgique et le Luxembourg, qui abritent les chambres de compensation Euroclear et Clearstream, les ont autorisées à restituer à 5 millions d'investisseurs les fonds qui avaient été gelés au nom des « sanctions » contre la Russie. Parmi les clients lésés se trouvaient des entreprises occidentales travaillant en Russie comme Amazon ou Netflix. La levée de ces sanctions par ces deux États a permis au passage à certains clients russes de récupérer leurs avoirs. Elle ne s'applique qu'aux opérations ayant débuté avant l'annonce des « sanctions ».

La Pologne fait alliance avec l'Italie contre le projet franco-allemand de fédéralisme européen

Dans un entretien à la *Stampa*, le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, annonce s'unir avec le gouvernement de Giorgia Meloni contre le projet franco-allemand d'Union européenne supranationale. Pour lui : « L'UE a été créée pour que les États individuels puissent se développer au mieux de leurs possibilités, certains plus rapidement que d'autres, mais en tenant toujours compte de leurs conditions économiques (…) Nous avons le choix entre une véritable solidarité d'États égaux ou le modèle d'un super-État unique dans lequel les cartes seront finalement distribuées dans quelques-unes des plus grandes capitales, à l'exclusion des autres pays ».

La Pologne commande des satellites d'observation à la France

La Pologne a commandé deux satellites Pléiades Neo et une station de traitement des images à la France pour une valeur totale de 575 millions d'euros. Chaque engin peut photographier quotidiennement 500 000 km². Les images ainsi prises le sont dans une résolution de 30 cm.

La Pologne retire sa protestation contre les nationalistes intégraux ukrainiens

Le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, a publié un tweet, le 1er janvier, pour protester contre les célébrations du 114° anniversaire du criminel contre l'humanité Stepan Bandera par les autorités ukrainiennes ; des cérémonies qu'il a qualifiées d'« inacceptables ».
Cependant, il a retiré ce tweet le lendemain. Stepan Bandera, né le 1er janvier 1909, est considéré comme le père de l'Ukraine par les nationalistes intégraux. Il a organisé le massacre de millions d'Ukrainiens avant et pendant la Seconde Guerre mondiale.

La Hongrie réclame la dissolution du Parlement européen

Lors de sa conférence de presse annuelle, le 21 décembre, le Premier ministre hongrois Viktor Orbán a déclaré : « Les Hongrois souhaiteraient que le Parlement européen soit dissous sous sa forme actuelle (…) Et [les partenaires européens] connaissent évidemment notre position politique : le marécage doit être asséché ».
Bruxelles refuse de verser à Budapest 6,3 milliards d'euros dans le cadre du budget européen 2021-2027 et 5,8 milliards au titre du plan de relance post-Covid.

L'Union européenne débloque les engrais russes qu'elle avait saisis

Après huit mois de blocage, l'Union européenne a révisé ses mesures de guerre économique contre la Russie, dites « sanctions », afin d'autoriser le transfert d'engrais russes vers l'Afrique. Jusqu'ici, les textes adoptés le 8 avril (dits « 5ème train de sanctions ») interdisaient l'importation d'engrais russes dans l'Union. Cela s'appliquait aussi aux bateaux européens transportant de l'engrais vers des destinations non-européennes et aux assurances européennes garantissant ces transports quels que soient leur transporteur et leur destination. La Russie avait annoncé qu'elle donnait les 260 000 tonnes d'engrais bloqués dans les ports de l'Union européenne aux États africains qui en payeraient le transport, mais les sanctions occidentales empêchaient ces bateaux de quitter les ports européens et ces États de payer des bateaux russes.
Le *Financial Times* avait dénoncé cette situation kafkaïenne.
En supposant que les conditions météos, en 2023, se situent dans la moyenne, les huit mois de blocage des engrais russes par l'Union européenne devraient provoquer une baisse de la production mondiale de céréales d'environ 20 %. Celle-ci provoquera elle-même des famines, en 2024.

Corruption au Parlement européen : le Prix Sakharov en question

Selon *Le Soir* de Bruxelles, les enquêteurs belges viennent d'ouvrir une nouvelle piste dans l'affaire des corruptions au Parlement européen : le Prix Sakharov pour la liberté de penser.
Il apparaît qu'en 2021, les candidatures de la Saharaouie Sultana Khaya et de la Bolivienne Jeanine Áñez ont été écartées au profit de celle du Russe Alexeï Navalny à la suite de versement occultes à des députés de la Commission des Affaires étrangères. S'il est clair que le Maroc a fait échouer Sultana Khaya, on ignore qui a fait écarter Jeanine Áñez.
En pleine guerre civile, en 2022, alors que la Russie intervenait militairement pour faire appliquer la résolution 2202 du Conseil de Sécurité des Nations unies, le prix Sakharov a été décerné au « Peuple ukrainien » dans son ensemble.

Très forte tension entre la Serbie et le Kosovo

La situation entre la Serbie et le Kosovo est proche de la guerre. De nombreux fonctionnaires kosovars ont démissionné pour protester contre la décision de leur gouvernement de contraindre leurs concitoyens ethniquement serbes à ne plus immatriculer leurs véhicules en Serbie.
Le président Aleksandar Vučić a ordonné à son ministre de la Défense, le général Milan Mojsilović, de placer l'armée serbe en position de combat. En définitive, la situation semble s'être un peu relâchée et les barrières entre les deux pays ont été levées, mais les Serbes du Kosovo ont établi un plan avec ceux de Serbie. En cas de nouveau problème avec Pristina, ils couperont toutes les communications avec le Kosovo.
Le Kosovo a proclamé son indépendance, sans référendum, lors de la victoire de l'Otan sur la Serbie. Il a été reconnu par les États-Unis et l'Union européenne, mais pas par les Nations unies. Durant ses premières années, le Kosovo dans son ensemble n'était qu'une base militaire états-unienne.

L'armée ukrainienne intègre des mercenaires turcophones d'Asie

Les autorités de Kiev ont intégré un nouveau bataillon musulman dans leur armée : « Turan ». Il est composé d'anciens mercenaires d'Asie centrale ayant participé à la guerre civile dans les années 2014 au Donbass sous le commandement du Kirghize Almaz Kudabek uulu. Probablement pour gêner la Türkyie, la

presse ukrainienne souligne la présence de membres des Loups gris turcs parmi eux.

Le président Zelensky nomme une sexologue comme ambassadrice

Le président Volodymyr Zelensky a nommé ambassadrice en Bulgarie une personne sans expérience diplomatique ni gouvernementale, son amie la sexologue Olesya Ilashchuk. Cette personnalité, fondatrice du joailler Jemma, se présente comme une spécialiste de l'hypnose. La société Jemma appartient au milliardaire Ivan Rynzhuk. La police y a saisi 650 000 dollars en liquide dans le cadre d'une enquête sur du blanchiment d'argent.

L'Alliance entre les « nationalistes intégraux » ukrainiens et les « sionistes révisionnistes » israéliens ne fonctionne pas

Lors du vote par l'Assemblée générale des Nations unies du recours à la CIJ pour juger si la Cisjordanie est occupée ou pas par Israël, le nouveau Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a téléphoné au président Volodymyr Zelensky pour l'appeler à l'aide. Celui-ci lui a confirmé qu'il le soutiendrait si Tel-Aviv rompait avec la politique de Naftali Bennett et lui livrait enfin des armes. M. Netanyahu lui a répondu qu'Israël ne pouvait se fâcher avec la Russie sans perdre la possibilité de bombarder les positions iraniennes en Syrie, mais qu'il verrait ce qu'il peut faire. En définitive l'Ukraine n'a pas participé au vote.

L'Ukraine prépare un « sommet pour la paix » contre la Russie

Le ministre des Affaires étrangères, Dmytro Kuleba, prépare un sommet pour la paix, le 24 février 2023, c'est-à-dire le jour anniversaire de l'entrée de l'armée russe dans son pays. Il a indiqué que la Russie ne pourrait pas y participer tant qu'elle ne sera pas traduite devant un tribunal international pour ses crimes. Il multiplie les démarches pour que le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, soit présent et que la question de l'exclusion de la Fédération de Russie des Nations unies soit publiquement débattue.

La Russie développe ses exploitations de gaz

Le président Vladimir Poutine a lancé l'exploitation du gisement de gaz de Kovykta (Sibérie orientale). Il approvisionnera le gazoduc Force de Sibérie qui désert la Chine. Sa capacité est de 1 800 milliards de mètres cubes.
Le lendemain, Rosneft a annoncé la découverte d'un important gisement d'hydrocarbures pendant des travaux de prospection géologique menées dans la république de Sakha. Il comprend plus de 9,5 milliards de mètres cubes de gaz et plus de 1,5 million de tonnes de pétrole.

Éditions étrangères

Voltaire, actualité internationale est désormais édité en six langues :
- Allemand,
- Anglais,
- Espagnol,
- Français,
- Italien,
- Néerlandais.

L'instabilité politique du marché occidental des hydrocarbures laisse entrevoir une prochaine très grave crise énergétique

Selon le vice-Premier ministre russe Alexander Novak, la politique occidentale de « sanctions » énergétiques conduit les multinationales du secteur à ne plus investir et à redistribuer leurs bénéfices en dividendes. Par conséquent, la pénurie d'investissement de leur part se fera sentir dans 5 à 10 ans, suscitant une crise profonde en Occident.

Le point de vue de Sergueï Lavrov

Le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a donné une interview à l'agence Tass. Il y précise que Moscou ne tient pas à renouer avec l'Union européenne vu la manière dont elle s'est comportée.

« Bien sûr, il n'y aura plus de "business as usual" avec de tels acteurs. Nous n'avons pas l'intention de frapper à une porte fermée ou d'initier des projets communs. Dieu merci, l'UE n'est pas le centre de l'univers pour nous. Nous avons beaucoup d'amis politiques dans d'autres parties du monde. Si et quand l'Europe se réveillera de la rage russophobe actuelle et après un dégrisement, il y aura des politiciens à orientation nationale qui comprennent les avantages d'un partenariat égal et mutuellement bénéfique avec la Russie, je vous assure qu'il n'y aura aucun problème de notre part. », a-t-il déclaré.

Toujours dans le même entretien, M. Lavrov a commenté le plan du Pentagone évoqué par *Newsweek*.

« Certains "responsables anonymes" au Pentagone ont en fait menacé d'infliger un "coup de décapitation" au Kremlin, mais il s'agit en fait d'une menace d'élimination physique du chef de l'État russe. Si de telles idées sont effectivement élaborées par quelqu'un, cette personne devrait réfléchir très attentivement aux conséquences possibles de tels plans. », a-t-il déclaré.

« Quant à la durée du conflit », a également déclaré M. Lavrov, « la balle est dans le camp du régime et de Washington. Ils peuvent arrêter une résistance insensée à tout moment. L'ennemi connaît bien nos propositions sur la démilitarisation et la dénazification des territoires contrôlés par le régime, l'élimination des menaces à la sécurité de la Russie qui en émanent, y compris nos nouveaux territoires - les régions de la RPD, de la RPL, de Kherson et de Zaporojié. Il ne reste qu'à les mettre en œuvre de son plein gré. Sinon, ce problème sera réglé par l'armée russe. »

Contrairement à une idée courante, la défaite du bataillon Azov n'a pas réglé le problème « nazi », puisque des nationalistes intégraux restent aux commandes des principaux leviers de l'État et que des monuments, des stades et des rues portent toujours les noms des criminels de guerre bandéristes.

La Russie se retire de tous ses engagements avec le Conseil de l'Europe

La Russie, qui ne fait plus partie du Conseil de l'Europe, devrait se retirer également des traités et accords signés avec cette institution. C'est déjà le cas pour le groupe de coopération internationale sur les drogues et les addictions ; l'accord partiel de 1990 instituant la Commission européenne pour la démocratie par le droit (dite « Commission de Venise ») ; l'accord ouvert partiel sur la prévision, la prévention et l'assistance en cas de catastrophes naturelles et de catastrophes technologiques. Ce sera bientôt aussi le cas pour le Fonds européen de soutien à la coproduction et à la diffusion d'œuvres cinématographiques et audiovisuelles ; pour l'Observatoire européen de l'audiovisuel ; pour l'accord partiel élargi sur le sport par le Conseil de l'Europe ; pour l'accord partiel élargi sur les itinéraires culturels et pour l'Observatoire pour l'enseignement de l'histoire en Europe.

Le président Poutine interdit la vente de pétrole à l'UE et à l'Australie

Le président Vladimir Poutine a promulgué un décret interdisant l'exportation de pétrole et de produits pétroliers vers des pays ayant édicté un plafonnement des prix. Actuellement seuls l'Union européenne et l'Australie plafonnent le prix du pétrole russe à 60 dollars le baril. Ce décret sera en vigueur du 1er février au 30 juin 2023. Des dérogations pourront être autorisées au cas par cas.

Des bagues pour symboliser la CEI

Lors du sommet de la Communauté des États indépendants (CEI), le président Vladimir Poutine a offert une bague en or avec des vœux de nouvel an gravés dessus. À cette occasion, il a reconnu que certaines divergences existaient entre les participants, mais que tous lavaient leur linge sale en famille.
Le président biélorusse, Alexander Lukashenko, a immédiatement porté la sienne au doigt.

Le Tatarstan s'intègre pleinement à la Fédération de Russie

Le Parlement de la République du Tatarstan a décidé de changer le titre de son chef à partir de sa prochaine élection. Il ne sera plus « président », mais « raïs » comme dans les pays arabes.
Le Tatarstan avait adhéré, en décembre 1991, à la Communauté des États indépendants (CEI), mais avait refusé de signer le Traité de mars 1992 qui devait régler les liens au sein de la Fédération de Russie et avait au contraire voté par referendum à 62 % sa souveraineté. En définitive, le Tatarstan avait négocié une autonomie plus importante que les autres régions donnant lieu à un Traité distinct en 1994. Celui-ci n'a pas été renouvelé en 2017.
L'abandon du titre de « président » replace le Tatarstan en phase avec les autres régions de la Fédération de Russie qui ont cessé d'élire directement leur leader. Désormais ceux-ci sont élus par leur Parlement local sur proposition du président fédéral.

La Marine russe championne du monde en matière de sous-marins nucléaires

La Marine russe a reçu un sous-marin à propulsion nucléaire, le *Généralissime Souvorov*. Il s'agit du 6° de la classe Boreï-A, sans équivalent dans le monde. Ces sous-marins sont équipés de 20 missiles balistiques stratégiques *Boulava*. Chacun transporte 6 à 10 têtes qui peuvent être chargées de manière classique ou nucléaire de 100 à 150 kilotonnes chacune.

Sabotage dans les chantiers navals

Un sabotage a eu lieu lors de la réparation du seul porte-avions russe, l'*Amiral Kuznetzov*. Un incendie s'est déclaré alors qu'il était en cale sèche.

AFRIQUE

L'Algérie récupère 20 milliards de dollars détournés par le clan de Saïd Bouteflika

Le président Abdelmadjid Tebboune a révélé, lors de son allocution de fin d'année, avoir récupéré 20 milliards de dollars de biens de personnalités corrompues du régime occulte de Saïd Bouteflika. Devant le scepticisme de ses électeurs, le ministre de la Justice, Abderrachid Tabi, a rendu public un catalogue de 1 400 pages indiquant 4 200 biens immobiliers et 6 000 comptes bancaires que les autorités assurent avoir saisis. Le rapport inclut également 2 avions, ainsi que des yachts, plus de 11 000 véhicules auxquels s'ajoutent des bijoux, des montres de luxe et de l'argent liquide.
Cependant les autorités algériennes sont toujours en négociation avec des justices de pays amis pour saisir les biens ayant fui à l'étranger.

L'Algérie cède aux pressions US

Le président Abdelmadjid Tebboune a déclaré au *Figaro* à propos de la société militaire privée russe Wagner au Mali : « L'argent que coûte cette présence serait mieux placé et plus utile s'il allait dans le développement du Sahel ».
Immédiatement son déplacement à Moscou a été annulé.
Le budget 2023 de l'Algérie fait apparaître une baisse de 20 % des fonds alloués aux armées en raison de la suspension de l'aide états-unienne.

Affrontements au Soudan du Sud

Des affrontements entre les tribus Nuer et Murle ont fait au moins 57 morts dans la région du Grand Pibor. 30 000 personnes ont été déplacées. Cet incident fait suite à celui qui a eu lieu dans l'État du Nil supérieur à la mi-novembre.
Selon les Nations unies, 9,4 millions de personnes parmi les plus vulnérables du Soudan du Sud auront besoin d'une assistance et d'une protection vitales urgentes en 2023.

ASIE

Les engagements de Benjamin Netanyahu

Le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, a publiquement pris les engagements suivant avec ses alliés :
retirer de la loi fondamentale la clause 7a interdisant aux partis ouvertement racistes de se présenter aux élections.
amender la loi anti-discrimination afin de pouvoir financer des événements ou des structures pratiquant la séparation des sexes et afin d'autoriser le refus de services en raison de sa foi.
contraindre les autorités locales à financer les écoles ultra-orthodoxes, même si elles ne sont pas sous le contrôle de l'administration centrale et n'en suivent pas les programmes et refusent d'enseigner les matières laïques de base telles que les mathématiques et l'anglais.
retirer l'attribution des bons alimentaires au ministère des aides sociales et les confier à celui de l'Intérieur. Il appliquera comme critère pour les distribuer le fait de ne pas payer d'impôts, sachant que les ultra-orthodoxes en sont dispensés quelles que soient leurs ressources.

Cependant, le Premier ministre a tenu à se démarquer de ses alliés. Ainsi a-t-il déclaré
que jamais il n'autoriserait que l'on puisse évoquer sa foi pour refuser des services à un citoyen israélien.
« Il y aura de l'électricité le Shabbat. Il y aura des plages [mixtes] de baignade. Nous maintiendrons le *statu quo*. Il n'y aura pas de pays [gouverné] par la halakha »
« Il n'y aura pas d'amendement de la loi du retour » (les alliés du Premier ministre exigent que tout candidat au retour fasse la preuve qu'il a un parent juif au sens strict du terme).
Il a désavoué son fils, Yair Netanyahu, pour qui les juges qui l'ont mis en examen alors qu'il était encore Premier ministre sont des traîtres et doivent être punis comme tels.
Enfin il a fait élire le seul député ouvertement gay, Amir Ohana, président de la Knesset.

Les rabbins séfarades contre le président de la Knesset

Le rabbin Meir Mazuz, chef de la communauté tunisienne en Israël a déclaré que le président de la Knesset, Amir Ohana, était « infecté par une maladie ». L'ancien grand rabbin séfarade, Shlomo Amar, a dénoncé les députés qui avaient voté pour cette nomination et déclaré que c'est « une honte sans précédent ».

Le ministre des Affaires étrangères n'est pas celui qu'on dit

Le ministère des Affaires étrangères échoit à l'ancien ministre de l'Économie puis du Renseignement, Eli Cohen, pour un an, puis à l'ancien ministre du Renseignement puis des Finances, Yisrael Katz, pour les deux années suivantes, et encore à Eli Cohen si le gouvernement reste en place jusque-là.
Dans la pratique, c'est Ron Dermer, l'ancien ambassadeur à Washington, qui tiendra les manettes depuis le ministère des Affaires stratégiques. Ce département, qui avait été dissous par les gouvernements de Bennett et Lapid, ne traite officiellement que de la lutte contre le mouvement BDS (*Boycott, Divestment and Sanctions*).

Changer le statut du grand rabbin militaire

Un projet de loi de la coalition gouvernementale prévoit de ne plus placer le grand rabbin militaire sous les ordres du chef d'état-major des armées, mais d'un comité civil de rabbins. En outre, il serait promu au grade de général de division, ce qui équivaudra à en faire l'égal du chef d'état-major. Simultanément, la loi devrait exempter de service militaire tous les jeunes hommes Haredi.

Le gouvernement Netanyahu ne ratifiera pas la Convention sur la lutte contre les violences faites aux femmes

Le nouveau gouvernement Netanyahu ne ratifiera pas la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (2011), dite « Convention d'Istanbul ».
Elle a été adoptée par 45 États et l'Union européenne, mais la Türkiye s'en est retirée.
La coalition gouvernementale conteste les points suivants :
l'octroi du statut de résident aux victimes de violence qui n'en disposent pas ;
l'obligation pour l'État d'indemniser les victimes de violence dans des situations dans laquelle ni l'auteur, ni l'assurance, ne versent d'indemnisation ;
la possibilité de résilier les mariages violents ;
l'octroi de l'asile dans les affaires liées au genre ;

enfin la définition de la zone d'application de la Convention, sachant que la Cisjordanie n'est pas sous souveraineté israélienne.

Noam établit des listes de mauvais citoyens

Selon le *Yedioth Ahronoth*, le parti Noam, qui milite contre tous ceux qui menacent la conception juive ultra-orthodoxe de la famille, a établi une liste des gays travaillant dans les médias et une autre des employés du ministère de la Justice ayant suivi des formations avec des associations prônant l'intégration des israéliens arabes (Association for Civil Rights in Israel (ACRI), The Nazareth Nurseries Institute, Israel Women's Network, Center for International Migration and Integration, Israel Union for Environmental Defense (Adam Teva v'Din), Movement for Quality Government in Israel et Kav LaOved).

Israël a perdu son contrat avec Pfizer

Selon i24news, le ministère de la Santé a affirmé devant un tribunal qu'il n'était pas en mesure de localiser l'accord signé avec l'entreprise pharmaceutique Pfizer concernant le partage d'informations épidémiologiques sur les vaccins contre le coronavirus, et a même déclaré qu'il ne savait pas si l'accord avait été signé.
« Nous n'avons pas trouvé d'accord signé », a affirmé l'avocate Ahava Berman du bureau du procureur, au nom du ministère de la Santé.
« Nous avons cherché dans tous les endroits, y compris le bureau du PDG et le service juridique ».
6 millions d'Israéliens ont reçu gratuitement des injections d'ARN messager Pfizer en échange de la transmission au laboratoire pharmaceutique de leurs données de santé jusque-là couvertes par le secret médical.

Ben-Gvir sur les traces de Sharon au Mont du Temple

Violant le règlement du lieu, le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, s'est rendu seul une dizaine de minutes, sur la partie musulmane du Mont du Temple/Noble sanctuaire, le 3 janvier 2023.
La partie musulmane du Mont du Temple/Noble sanctuaire est placée sous la juridiction de la Jordanie et non pas d'Israël. Elle n'est accessible qu'aux musulmans et à leurs invités comme la partie juive n'est accessible qu'aux juifs et à leurs invités.

Dans les minutes qui ont suivies, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, les États-Unis, l'Égypte, la France, la Jordanie, l'Organisation de la coopération islamique et la Palestine ont condamné cette opération.
Le grand rabbin séfarade, Yitzhak Yosef, a écrit au ministre pour lui rappeler que les grands rabbins avaient strictement interdit cette violation du règlement du lieu de culte.
Le Hamas avait fait savoir à l'avance qu'il répondrait à cette provocation par une violence « explosive ».
Le Jihad islamique a, pour sa part, proposé d'armer chaque Palestinien avec des armes de poing et des munitions pour résister au nouveau gouvernement Netanyahu.
Le 28 septembre 2000, la visite du député Ariel Sharon avait provoqué la seconde Intifada.

Les Nations unies saisissent leur tribunal interne pour déclarer l'occupation israélienne des Territoires palestiniens illégitime

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a twitté : « Voici les directives fondamentales du gouvernement national que je dirige : le peuple juif a un droit exclusif et incontestable sur toutes les régions de la Terre d'Israël. Le gouvernement encouragera et développera la colonisation dans toutes les parties de la Terre d'Israël - en Galilée, dans le Néguev, sur les hauteurs du Golan, en Judée et en Samarie ».
Mal lui en a pris. L'Assemblée générale des Nations unies a adopté par 87 voix pour (autour de la Russie et de la Chine), 26 contre (dont les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, l'Autriche, le Canada, l'Allemagne et l'Italie), et 53 abstentions (dont la France, le Brésil, le Danemark, la Finlande, le Japon, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse et l'Ukraine), la résolution (A/77/400) demandant à la Cour internationale de Justice (c'est-à-dire au tribunal interne de l'Onu) de statuer sur l'occupation israélienne des Territoires palestiniens.
Le texte interroge :
« *a) Quelles sont les conséquences juridiques de la violation persistante par Israël du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, de son occupation, de sa colonisation et de son annexion prolongée du territoire palestinien occupé depuis 1967, notamment des mesures visant à modifier la composition démographique, le caractère et le statut de la ville sainte de Jérusalem, et de l'adoption par Israël des lois et mesures discriminatoires connexes ?*
b) Quelle incidence les politiques et pratiques d'Israël visées au paragraphe 18 a) ci-dessus ont-elles sur le statut juridique de l'occupation et quelles sont les conséquences juridiques qui en découlent pour tous les États et l'Organisation des Nations Unies ? »
https://www.voltairenet.org/article218596.html
En 2004, la Cour internationale de Justice avait déclaré l'illégalité des colonies israéliennes sur le territoire palestinien et celle des parties de la Barrière de séparation situées sur le même territoire palestinien. La réponse de la CIJ ne fait guère de doute. Elle devrait déclarer l'occupation des Territoires palestiniens, y compris Jérusalem Est, illégale.
Réagissant, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a déclaré : « Le peuple juif n'est pas un occupant de sa propre terre et n'est pas un occupant de sa capitale éternelle de Jérusalem. Aucune résolution de l'ONU ne déformera cette vérité historique ».
Le député de Force juive, Zvika Fogel, a conclu : désormais « L'occupation n'est plus temporaire, elle est permanente ».

Cerné par de nombreuses polices, Riad Salamé reste gouverneur de la Banque du Liban

La justice européenne, qui enquête sur des détournements de fonds libanais de 330 millions de dollars et 5 millions d'euros, commis entre 2002 et 2021, enverra des magistrats et des policiers enquêter au Liban.
Actuellement, EuroJust a déjà saisi 120 millions d'euros en Allemagne, en France, au

Liechtenstein, au Luxembourg et en Suisse. L'enquête tourne autour du gouverneur de la Banque centrale du Liban et de ses innombrables maîtresses qui lui servent de prêtes-noms.
Au Liban, où il a été mis en examen, Riad Salamé, jouit d'un privilège d'immunité. Il refuse de répondre à la Justice qu'il accuse d'être politisée. La semaine dernière, les enquêteurs en charge de l'affaire ont arrêté à l'aéroport l'actrice et animatrice de *MTV* Stéphanie Saliba, réputée « proche » du gouverneur. Un peu avant, c'est Anna Kosakova, une ancienne maîtresse de Riad Salamé, qui avait été auditionnée.
La mission européenne se fonde sur la Convention des Nations unies contre la Corruption. Elle devrait se dérouler sous le contrôle de magistrats libanais qui disposent seuls des pouvoirs de convocation et d'audition. M. Salamé, qui appartient au clan Hariri, était considéré comme un gouverneur exceptionnel. Cependant, en 2021, son nom est apparu dans les *Pandora Papers* avec celui d'autres personnalités libanaises (le banquier Marwan Kheireddine, le Premier ministre Najib Mikati, le vice-gouverneur de la Banque du Liban Muhammad Baasiri et l'ancien Premier ministre Hassan Diab).
Selon ses détracteurs, Riad Salamé a mis en place un système de blanchiment de l'argent des cartels latino-américains. Par sa nièce, il a noué une alliance avec une grande famille mafieuse de New York.

La France, les États-Unis et le Qatar veulent imposer leur présidentiable au Liban

La France, les États-Unis et le Qatar préparent une réunion sur le Liban à Paris. Elle pourrait choisir le prochain président de la République, comme ce fut le cas en 2008. L'heureux élu serait avalisé lors d'une réunion des partis politiques libanais au Qatar, puis désigné par le Parlement à Beyrouth. Il pourrait s'agir soit du chef de l'armée, le général Joseph Aoun, soit d'un candidat surprise, l'ancien ministre des Finances Jihad Azour. Ce dernier s'est récemment présenté au Qatar, en Arabie saoudite, au Koweït et aux Émirats arabes unis. Il se rendra prochainement en Égypte.
En 2008, la France avait poussé la candidature de Michel Sleiman qui faisait l'objet d'une enquête de la Justice à Paris et sur lequel il était donc possible d'exercer des pressions politiques. Il avait été intronisé à Beyrouth, non pas par son prédécesseur, mais par l'émir du Qatar au Parlement en présence du ministre des Affaires étrangères français assis, non pas sur les bancs du public, mais sur ceux du gouvernement libanais. Cette élection a violé la Constitution qui impose un délai avant qu'un chef de l'armée ne puisse devenir président de la République.
L'incapacité du Parlement libanais à élire un président de la République affecte la possibilité d'exploiter les hydrocarbures dans les eaux territoriales, malgré la signature de l'accord israélo-libanais. Elle interrompt les recherches de nouvelles ressources. Elle perturbe toute la région car l'exploitation des hydrocarbures nécessite des pipe-lines qui ne pourront être construits qu'une fois tous les acteurs en place.
Le plan franco-US-qatari a peu de chances de parvenir à son terme, même sir Gibran Bassil, le gendre du président Michel Aoun approuve la candidature de Jihad Azour. En effet, le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a appelé, le 3 janvier, à une solution libanaise, validée par l'étranger, et non l'inverse. Au précédent de Michel Sleiman, il a ainsi opposé celui de Michel Aoun.

858 millions de dollars pour associer la Syrie au Captagon

Le président Joe Biden a promulgué, le 23 décembre 2022, le *Countering Assad's Proliferation Trafficking And Garnering Of Narcotics Act*, en acronyme « loi CAPTAGON » (H. R. 6265).

Officiellement, il s'agit de stopper le trafic de cette drogue de synthèse entre le Liban et l'Arabie saoudite. Officieusement, il s'agit de trouver un nouveau prétexte à l'acharnement des États-Unis contre la République arabe syrienne.
Depuis deux ans, alors que les Nations unies obtenaient l'aide de la Syrie contre les trafiquants, quantité d'articles de presse ont lié le trafic de Captagon libanais au président syrien Bachar el-Assad.
Cette drogue a été introduite au Moyen-Orient par l'Otan afin de procurer un sentiment d'invincibilité aux jihadistes. Elle est constituée d'une molécule d'amphétamine unie à une molécule de théophylline par un pont éthyle.
Les États-Unis, après avoir perdu la guerre qu'ils menaient par le truchement des jihadistes, ont initié une nouvelle guerre, économique cette fois, à la République arabe syrienne sous prétexte que celle-ci pratiquerait la torture à grande échelle (*Caesar Act*). Le pays est assiégé de sorte qu'il est impossible, même pour les ONG humanitaires et pour les Nations unies d'y importer quoi que ce soit. Depuis que les approvisionnements provenant de Russie ont été interrompus par les sanctions contre Moscou, les Syriens n'ont plus de carburant, plus d'électricité (sauf 2 heures par jour) et commencent à souffrir de la faim. Il n'est donc pas possible d'y faire parvenir les composants du Captagon. On ne voit pas dans ces conditions comment le « régime » pourrait en fabriquer.
La loi CAPTAGON prévoit une campagne de presse internationale pour associer contre toute logique cette drogue au président el-Assad et pour populariser l'idée que la République arabe syrienne n'est qu'un narco-État. En outre, l'administration US devra produire des rapports à ce sujet. Cette campagne d'intoxication a été dotée d'un budget de 858 millions de dollars.

La normalisation turco-syrienne imminente

Les ministres de la Défense turc et syrien, Hulusi Akar et Ali Mahmoud Abbas, se sont rencontrés à Moscou en présence de leur homologue russe, Sergueï Choïgu. Les entretiens ont porté sur « les façons de résoudre la crise syrienne et [sur] la question des réfugiés », ainsi que sur « les efforts conjoints pour combattre les groupes extrémistes ». C'est le premier sommet ministériel turco-syrien en 11 ans.
Depuis septembre les chefs des services secrets des deux pays, Ali Mamlouk et Hakan Fidan, se sont plusieurs fois rencontrés à Damas. Ils assistaient au sommet de Moscou. En novembre, le président turc Recep Tayyip Erdoğan avait jugé possible un sommet avec son homologue syrien, Bachar el-Assad.
La Türkiye a prévenu les organisations de l'opposition syrienne réfugiées chez elle qu'elle se retirerait bientôt des territoires syriens qu'elle occupe, celles qui s'opposent à cette réconciliation ont été priées de partir. On s'attend à une action conjointe de la Russie, de la Syrie et de la Türkiye contre les terroristes du PKK, et enfin à un sommet des deux chefs d'État.
Via Oman, les États-Unis ont proposé à la Syrie de lever partiellement les sanctions contre elle si elle interrompait ses pourparlers avec la Türkiye. Damas a refusé.

Bachar el-Assad reçoit Abdallah ben Zayed al-Nahyane

Malgré l'interdiction états-unienne, le ministre émirati des Affaires étrangères, Abdallah ben Zayed al-Nahyane, s'est rendu à Damas rencontrer le président syrien, Bachar el-Assad. Les Émirats apportent un soutien très important à la Syrie.
Ce sommet intervient alors que la visite du président iranien, Ebrahim Raisi, prévue la semaine dernière, a été « reportée ».

Le Qatar envisage de ne plus exporter de gaz vers l'UE

Le Qatar envisage de couper ses livraisons de gaz à l'Union européenne en rétorsion de l'opération anti-corruption belge. La demande asiatique est suffisante pour qu'il change de clients.

Le Qatar entre dans le conflit yéménite

Alors que l'Arabie saoudite négocie secrètement et directement avec les Houthis, en l'absence du gouvernement yéménite, à Oman, le Qatar organise, le 9 janvier à Washington, une conférence intitulée « Vers une paix durable et la démocratie au Yémen ».
Elle sera officiellement mise en place par la Fondation Tawakkol Karman et l'organisation Democracy for the Arab World Now. Les Frères musulmans y participeront largement.
Simultanément, les médias internationaux du Qatar, *Al-Jazeera* en tête, assurent que rien ne va plus entre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.

La Türkyie rétablit ses relations avec Israël

Israël et la Türkyie ont rétabli leurs relations diplomatiques interrompues il y a quatre ans. Le président Recep Tayyip Erdoğan a reçu l'ambassadrice Irit Lillian et lui a demandé de transmettre les félicitations de son pays au Premier ministre Benjamin Netanyahu pour son élection.
En 2018, Ankara avait rompu avec Tel-Aviv qui bombardait les Frères musulmans du Hamas à Gaza. Aujourd'hui, la Türkyie réinterprète son héritage ottoman. Elle ne se pense plus comme le leader de la Confrérie et a donc abandonné ses principales ambitions dans le monde arabe, mais comme le protecteur des peuples de langue turque.

L'Iran s'adapte à l'arrivée de la Chine dans le monde arabe

Le rapprochement sino-arabe de Ryiad a sonné comme un coup de tonnerre à Téhéran. Certes, la Chine est un allié millénaire de l'Iran et le soutient aujourd'hui en matière nucléaire, mais elle n'est pas aveugle. Elle s'est prononcée du côté arabe dans le conflit qui oppose Téhéran à Abou Dhabi sur trois îles du Golfe. En outre, elle a décidé d'étendre ses routes de la soie dans tout le monde arabe indépendamment des perses.

L'Inde commence à s'organiser sans le dollar

L'Inde commence à organiser son commerce international non plus en dollars, mais en roupies. La Banque centrale de New Dehli a constitué un département spécial pour immobiliser les liquidités nécessaires à ces transferts.

Rahul Gandhi se range derrière Washington

Rahul Gandhi a déclaré que la Chine avait adopté vis-à-vis de l'Inde la même attitude que la Russie vis-à-vis de l'Ukraine. L'ancien président du Parti du Congrès a accusé le gouvernement de Narendra Modi de ne pas discerner les ambitions de Chine. Selon lui, la Chine se prépare à modifier la géographie de l'Inde au Ladakh et en Arunachal (Pradesh).

Le Myanmar libère 7 000 prisonniers

À l'occasion des 75 ans de l'indépendance, l'armée du Myanmar a organisé une démonstration de force à Naypyidaw. La libération de 7 012 prisonniers a été annoncée sans que l'on sache s'il s'agit de prisonniers de Droit commun ou de politiques. Des élections générales ont été annoncées, sans que l'on précise si le mode électoral, actuellement à un tour, serait conservé. Les États-Unis les ont préventivement qualifiés d'« imposture ». Des

médailles ont été remises à des personnalités, dont le moine bouddhiste Wirathu, héraut des massacres des non-bouddhistes.
En 2020, la Ligue nationale pour la démocratie (LND) avait remporté les élections, mais celles-ci avaient immédiatement été annulées et sa présidente, la conseillère spéciale Aung San Suu Kyi, avait été arrêtée. Elle a été condamnée à huis clos, le 30 décembre, à 33 ans de prison. Elle est toujours incarcérée, cependant elle pourrait à nouveau être assignée à résidence.

La Corée du Nord se renforce

La Corée du Nord a tiré 3 missiles à moyenne portée juste avant la fin de l'année. Ils sont montés à 100 kilomètres de hauteur et sont tombés à 370 kilomètres des côtes en eaux internationales.
En 2022, la Corée du Nord a tiré trois fois plus de missiles que l'année précédente. Elle a profité de la tension autour de l'Ukraine pour améliorer considérablement son arsenal en matière d'armes nucléaires tactiques, de nouveau missile balistique intercontinental, d'ogives de vol plané hypersoniques, de sous-marins à propulsion nucléaire et de satellite de reconnaissance. Le dirigeant suprême Kim Jong-un a révélé le 27 décembre avoir adopté une nouvelle stratégie de Sécurité, mais celle-ci n'a pour le moment pas été publiée. Le 1er janvier, il a appelé à une « augmentation exponentielle de l'arsenal nucléaire » pour faire face à l'augmentation de la menace occidentale.

La Chine change sa politique face à la Covid

L'Agence de santé chinoise a annoncé, le 26 décembre 2022, qu'elle rétrograderait l'infection à Covid-19 de la classe A à la classe B à partir du 8 janvier 2023. Il n'y aura donc plus de quarantaine pour les personnes entrant dans le pays, plus de confinement obligatoire pour les malades de la Covid-19 et plus d'isolation de zones à haut risque.
L'administration centrale chinoise considère qu'il lui faut deux semaines pour que ses directives nationales soient appliquées au niveau local.

Manœuvres communes sino-russes

Les Marines chinoise et russe ont réalisé un exercice commun en mer de Chine, *Joint See 2022*.

Taïwan allonge le service militaire

Taïwan étendra le service militaire obligatoire de 8 mois actuellement à 1 an, fin 2023. La province rebelle chinoise entend se préparer à une opération militaire de Beijing.

Quatre ministres du gouvernement Kishida démissionnent

Kenya Akiba, ministre de la Reconstruction, a présenté sa démission, le 26 décembre. Il est le quatrième ministre de Fumio Kishida à quitter le gouvernement en deux mois, après Daishiro Yamagiwa (ministre de la Revitalisation économique, démissionnaire le 25 octobre), Yasuhiro Hanashi (ministre de la Justice, le 11 novembre) et Minoru Terada (ministre des Affaires intérieures et des Communications, le 17 décembre). Tous les quatre ont reconnu soit avoir détourné de l'argent public, soit avoir été corrompus par la secte Moon.

Le Japon renforce sa Défense contre la Chine

Le ministre des Affaires étrangères, Yoshimasa Hayashi, a annulé son déplacement prévu à Beijing après que Tokyo a publié sa *Stratégie nationale de Sécurité* désignant la Chine comme « le plus grand défi stratégique ».
En 2005, le gouvernement japonais avait tenté de modifier la Constitution pour étendre le rôle des Forces armées à l'international. Cependant ce projet n'a pas été adopté. Après plusieurs tentatives et malgré l'opposition unanime des juristes du pays, le cabinet a réinterprété l'article

9 de la Constitution en 2014. Désormais, il considère qu'il autorise les « opérations de Défense collective ».
Dans ce cadre, le gouvernement Kishida a décidé de se doter de capacités de « contre-attaque » face à la Chine. Il vient aussi de renforcer la défense des îles Nansei, dont Yonaguni, où il a installé une unité de missiles sol-air. Cette base est à 110 kilomètres de la « province rebelle chinoise » de Taïwan.
Enfin le gouvernement Kishida établit une liste de 600 sites d'intérêt stratégiques afin qu'il puisse les surveiller et surveiller les alentours. Il vient de dévoiler les 58 premiers.

Les JO de Tokyo étaient corrompus

Le président du Comité des Jeux olympiques et para-olympiques de Tokyo, Haruyuki Takahashi, a été inculpé pour corruption. Il a été remis en liberté sous une caution de 80 millions de yens (soit 563 000 euros) après quatre mois de détention préventive. Il aurait perçu 198 millions de yens (soit 1,39 million d'euros) de l'entreprise de bâtiments et de travaux publics Aoki Corporation.

OCÉANIE

L'Australie tente de renouer avec la Chine

Le ministre du Commerce, Don Farrell, a déclaré que Canberra pourrait retirer sa plainte contre la Chine à l'OMC si Beijing levait ce qu'il a qualifié de « sanctions » contre les produits australiens.
La Chine ne pratique pas de « sanctions économiques ». Elle a instauré des droits de douane sur l'orge, le vin, la viande et le homard.
Les signes de dégel australo-chinois se multiplient : le Premier ministre Anthony Albanese a rencontré le président Xi Jinping lors du G20 de Bali en novembre. La ministre australienne des Affaires étrangères, Penny Wong, s'est rendue en décembre à Beijing rencontrer son homologue Wang Yi.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Les nouveaux membres du Conseil de sécurité de l'Onu

Les membres non permanents du Conseil de sécurité des Nations unies sont désormais :
- Pour un an encore : l'Albanie, le Brésil, les Émirats arabes unis, le Gabon et le Ghana.
- Pour deux ans : l'Équateur, le Japon, Malte, le Mozambique, la Suisse.

Supplément documentation

1- Revues de sciences politiques

Note : *Ces articles sont hors de prix. Très peu sont libres d'accès (Open Access). De nombreuses bibliothèques universitaires y donnent cependant un accès gratuit. Heureusement, le site Sci-Hub les mets à la disposition du public. Généralement cela demande plusiers semaines après leur publication. Dans certains pays, ce site est interdit et n'est accessible qu'avec un VPN ou parfois en utilisant le logiciel Tor.*

AFGHANISTAN

« Remembering a Road : How One U.S. Development Project Provides Insight into America's Complicated Legacy in Afghanistan », Colonel Nicholas O. Melin, *Studies in Conflict & Terrorism*

https://doi.org/10.1080/1057610X.2022.2151095

« 'The Fall of Afghanistan : An American Tragedy' », Robert S. Snyder, *Small Wars & Insurgencies*
https://doi.org/10.1080/09592318.2022.2159738

« Al-Qa'ida and the Taliban ; Are They on Diverging Paths ? », Antonio Giustozzi, *The RUSI Journal*
https://doi.org/10.1080/03071847.2022.2149123

« Why Did Rebuilding the Afghan and Iraqi Armies Fail ? », Colin D Robinson, *The RUSI Journal*
https://doi.org/10.1080/03071847.2022.2149124

AUSTRALIA

« Australia's AUKUS 'bet' on the United States : nuclear-powered submarines and the future of American democracy », Brendon O'Connor, Lloyd Cox & Danny Cooper, *Australian Journal of International Affairs*
https://doi.org/10.1080/10357718.2022.2163977

« Transmission interrupted : Australia's international television broadcasting » (Open access), Rodney Tiffen, *Australian Journal of International Affairs*

BULGARIA

« Bulgarian antisemitism in the 21st century », Rumyana Marinova-Christidi, *Israel Affairs* https://doi.org/10.1080/13537121.2023.2162266

« Planning and truth : the Bulgarian 1963 reform and the problem of profitability », Todor Hristov, *Southeast European and Black Sea Studies* https://doi.org/10.1080/14683857.2022.2155292

BOSTWANA

« Election campaign financing in Botswana : a case for comprehensive regulation for fairness and to avert illicit financial flows », Lawrence Ookeditse & Onneetse Kym Makhumalo, *Journal of Contemporary African Studies* https://doi.org/10.1080/02589001.2022.2151577

CANADA

« Did Brexit change perceptions of the EU and the UK in Canada ? An analysis of Canadian newspaper commentaries » (Open access), Achim Hurrelmann, Sarra Ben Khelil, Asif Hameed, Akaysha Humniski & Patrick Leblond, *Canadian Foreign Policy Journal*

CHINA

« Political Events and Cultural Othering : Impact of Protests and Elections on Identities in Post-Handover Hong Kong, 1997–2021 », Francis Lap Fung Lee & Chi Kit Chan, *Journal of Contemporary China* https://doi.org/10.1080/10670564.2022.2159756

« Does Comprehensive Geopolitical Risk Deter FDI Outflows : Evidence from China » (open access), Bing Lu & Wenge Liu, *Defence and Peace Economics*

« Chinese Defense Industry Reforms and Military Firm Performance : Evidence from the Civil—Military Integration Strategy », Zeng Yang, Changyuan Xia, Shuai Zhao & Daiguo Fu, *Defence and Peace Economics* https://doi.org/10.1080/10242694.2022.2154926

« In the Pursuit of the Constructed Truth : Courtroom Questioning as a Persuasive Genre of Talk », Kege Li, *Journal of Contemporary China* https://doi.org/10.1080/10670564.2022.2153017

CZECH REPUBLIC

« Nativist with(out) a cause : a geographical analysis of the populist radical right in the 2017 and 2021 Czech parliamentary elections » (Open access), Jonáš Suchánek & Jiří Hasman, *Territory, Politics, Governance*

EUROPEAN UNION

« European Dreams of the Cloud : Imagining Innovation and Political Control » (Open access), Andreas Baur, *Geopolitics*

« Strategic cultures between the EU member states : convergence or divergence ? », Xue Mi, *European Security* https://doi.org/10.1080/09662839.2022.2159384

« Voting under EMU : economic perceptions, responsibility attribution and EU politicisation », Roberto Pannico & Marina Costa Lobo, *Journal of European Public Policy*

« Supranational detectives ? Transnational market abuse and the politics of surveillance delegation in the EU » (Open access), Miles Kellerman, *Journal of European Public Policy*

« Mainstream party agenda-responsiveness and the electoral success of right-wing populist parties in Europe » (Open access), Simon D.

Brause & Lucy Kinski, *Journal of European Public Policy*

« How does delegation structure shape agent discretion in EU foreign policy ? Evidence from the Normandy Format and the Contact Group on Libya » (Open access), Monika Sus, *Contemporary Security Policy*

« Global perspectives on European Union public diplomacy : an introduction » (Open access), Weiqing Song & Evangelos Fanoulis, *Journal of Contemporary European Studies*

« Silent revolution/passive revolution : Europe's COVID-19 recovery plan and green deal » (Open access), J. Magnus Ryner, *Globalizations*

« Is Brexit an outlier ? Euroscepticism and public support for European integration », Brandon Malloy, Zeynep Ozkok & Jonathan Rosborough, *European Politics and Society* https://doi.org/10.1080/23745118.2022.2148917

« The European Union's failure to address the autocracy crisis : MacGyver, Rube Goldberg, and Europe's unused tools », R. Daniel Kelemen, *Journal of European Integration* https://doi.org/10.1080/07036337.2022.2152447

FRANCE

« The Renewal of Alsatian Nationalism », Etienne B. Schmitt, *Nationalism and Ethnic Politics* https://doi.org/10.1080/13537113.2022.2153494

GEORGIA

« Opportunities Matter : The Evolution of Far-Right Protest in Georgia » (Open access), Tamta Gelashvili, *Europe-Asia Studies*

GERMANY

« From the city of steel to Germany's 'China City' : economic restructuring, the EU–China transcontinental railway and infrastructure-led development in Duisburg » (Open access), Kean Fan Lim & Kristin Limbach, *Regional Studies*

GHANA

« Special prosecutor : Panacea or facade to institutionalised corruption in Ghana ? » (Open access), Olivia Anku-Tsede, Reginald Arthur & Majoreen Osafroadu Amankwah, *Cogent Social Sciences*

GREECE

« A new alliance in Europe : the September 2021 defence agreement between Greece and France as a case of embedded alliance formation », Elie Perot, *European Security* https://doi.org/10.1080/09662839.2022.2162821

HUNGARY

« From democracy to hybrid regime. Democratic backsliding and populism in Hungary and Tunisia », Daniela Huber & Barbara Pisciotta, *Contemporary Politics* https://doi.org/10.1080/13569775.2022.2162210

INDIA

« 'Strategising' the India-EU Partnership », Manoj Babu Buraga, *Strategic Analysis* https://doi.org/10.1080/09700161.2022.2157508

INDONESIA

« Indonesia's hedging plus policy in the face of China's rise and the US-China rivalry in the Indo-Pacific region », Dewi Fortuna Anwar, *The Pacific Review* https://doi.org/10.1080/09512748.2022.2160794

INDO-PACIFIC

« US perspectives on the power shift in the Indo-Pacific », Zack Cooper & Emily Young Carr, *The Pacific Review*

https://doi.org/10.1080/09512748.2022.2160793

« Navigating international order transition in the Indo Pacific », Kai He & Huiyun Feng, *The Pacific Review* https://doi.org/10.1080/09512748.2022.2160798

« International order transition and US-China strategic competition in the indo pacific », Kai He & Huiyun Feng, *The Pacific Review* https://doi.org/10.1080/09512748.2022.2160789

« Quad and the Indo-Pacific : Examining the Balance of Interest Theory in Quad Coalition », Adarsh Badri, *Strategic Analysis* https://doi.org/10.1080/09700161.2022.2149981

IRAQ

« Financing of Non-State Armed Groups in the Middle East : Iraqi Popular Mobilization Forces (PMF) as a Case Study », Kardo Rached, *Studies in Conflict & Terrorism* https://doi.org/10.1080/1057610X.2022.2161136

IRLAND

« Cultivating 'the heavies or opinion-forming press' : nation branding, Irish economic development and the British press, 1958–1966 » (Open access), Mark O'Brien, *Irish Political Studies*

ISRAEL

« The Israelization of Jew-hatred and the concept 'antisemitism-light' », Evyatar Friesel & Monika Schwarz-Friesel, *Israel Affairs* https://doi.org/10.1080/13537121.2023.2162258

« Factors associated with self-harm behaviors during military service in the Israel Defense Forces, rates of such behaviors and their outcomes », Leah Shelef, Ishai Nir, Lucian Tatsa-Laur, Nirit Yavnai, Niv Gold, Gadi Cohen & Ariel Ben Yehuda, *Military Psychology* https://doi.org/10.1080/08995605.2022.2151815

« Peripheral implications of national innovation : insights from the Israeli experience », Raphael Bar-El & Liran Maymoni, *European Planning Studies* https://doi.org/10.1080/09654313.2022.2156272

« Facing an Uncertain Future : Post-Election Israel » (Open access), Chuck Freilich, *Israel Journal of Foreign Affairs*

« How the Israel Defense Forces Seek to Defeat Non-State Actors », Ehud Eilam, *The RUSI Journal* https://doi.org/10.1080/03071847.2022.2150418

ITALY

« Italy at the polls. Four lessons to learn from the 2022 general election », Alessandro Chiaramonte, *Contemporary Italian Politics* https://doi.org/10.1080/23248823.2022.2163453

« The 2022 general Italian elections. The long-awaited victory of the right », Gianfranco Pasquino & Marco Valbruzzi, *Journal of Modern Italian Studies* https://doi.org/10.1080/1354571X.2022.2150805

« Towards an inadequately rational bicameralism. The Italian Senate 'reform' (1948–1963) », Salvatore Mura, *Journal of Modern Italian Studies* https://doi.org/10.1080/1354571X.2022.2148398

« Giorgia Meloni in the spotlight. Mobilization and competition strategies in the 2022 Italian election campaign on Facebook » (Open access),

Antonio Martella & Franca Roncarolo, *Contemporary Italian Politics*

JAPAN

« Japan in the Indo-Pacific : domestic politics and foreign policy », Hiro Katsumata & Daiki Shibuichi, *The Pacific Review* https://doi.org/10.1080/09512748.2022.2160795

« Hosting Olympic Games under a state of emergency : are people still proud of their country ? », Takuya Shimokubo, *International Journal of Sport Policy and Politics* https://doi.org/10.1080/19406940.2022.2162102

JORDAN

« Displacement as Heterotopic Space : The Syrian Refugee Crisis in Jordan » (Open access), Filippo Dionigi, *Geopolitics*

« Corruption or Culture ? Evaluating Elite Definitions of "Wasta" in Jordan », Ahmad Asem Al-Hiari, *Public Integrity* https://doi.org/10.1080/10999922.2022.2154954

KOSOVO

« Costs of International Recognition : Palestine's and Kosovo's Struggle with Negotiated Statehood », Shpend Kursani, *Geopolitics* https://doi.org/10.1080/14650045.2022.2151903

KURDISTAN

« Abdullah Öcalan's Anti-Zionism », H. Bahadır Türk, *Israel Affairs* https://doi.org/10.1080/13537121.2023.2162262

MALAYSIA

« Parliamentary motions under a semi-authoritarian regime : evidence from Malaysia », Ariff Aizuddin Azlan & Muhamad M. N. Nadzri, Parliaments, *Estates and Representation* https://doi.org/10.1080/02606755.2022.2148505

MAROCCO

« Is Morocco operating agrey zone in Ceuta and Melilla ? », Josep Baqués-Quesada, *Defence Studies* https://doi.org/10.1080/14702436.2022.2159815

OCEANS

« Facing a New Ocean Decade : Geopolitical Change and Challenges in Ocean Governance », Juan Luis Suarez de Vivero & Juan Carlos Rodríguez-Mateos, *Geopolitics* https://doi.org/10.1080/14650045.2022.2151901

PALESTINE

« The long trail of Palestinian antisemitism », Efraim Karsh, *Israel Affairs* https://doi.org/10.1080/13537121.2023.2162259

« Palestinian Islamic Jihad : Between Nationalism and Religion », Shaul Bartal, *The Journal of the Middle East and Africa* https://doi.org/10.1080/21520844.2022.2146400

« The Formation of the National Palestinian Ethos », Gadi Hitman, *Ethnopolitics* https://doi.org/10.1080/17449057.2022.2154959

PORTUGAL

« The 2021 Portuguese Presidential Elections under extraordinary circumstances : Covid-19 and the rise of the radical right in Portugal », Sofia Serra-Silva & Nelson Santos, *Mediterranean Politics* https://doi.org/10.1080/13629395.2022.2156713

ROMANIA

« The 2020 county elections in Romania : More nationalization, less regionalization », István Gergő Székely, *Regional & Federal Studies* https://doi.org/10.1080/13597566.2022.2152441

RUSSIA

« The End of "Putin's Empire ?" Ontological Problems of Russian Imperialism in the Context of the War against Ukraine, 2022 », Ruslan Zaporozhchenko, *Problems of Post-Communism* https://doi.org/10.1080/10758216.2022.2158873

« The patterns of political career movements in the Russian Federation : the case of regional governors, 1991–2021 » (Open access), Elena Semenova, *Regional & Federal Studies*

« The Politics of Pseudoscience : Power and Knowledge in Contemporary Russia », Dima Kortukov, *Problems of Post-Communism* https://doi.org/10.1080/10758216.2022.2158874

« 'We Have Conversations' : The Gangster as Actor and Agent in Russian Foreign Policy » (Open access), Mark Galeotti, *Europe-Asia Studies*

« When the Guns Fall Silent : Richard Cobden's Principles of Liberal Internationalism and Russian Reconciliation », Richard R. Moeller, *Peace Review* https://doi.org/10.1080/10402659.2022.2159758

« Methods in Russian studies : overview of top political science, economics, and area studies journals » (Open access), Lanabi La Lova, *Post-Soviet Affairs*

« Strategic Comrades ? Russian and Chinese Media Representations of NATO », Lutgard Lams, Hedwig De Smaele, Fien De Coninck, Charlotte Lippens & Lisbeth Smeyers, *Europe-Asia Studies* https://doi.org/10.1080/09668136.2022.2152556

« Plus ça change : getting real about the evolution of Russian studies after 1991 », Regina Smyth, *Post-Soviet Affairs* https://doi.org/10.1080/1060586X.2022.2161232

« How the pandemic affected interregional inequality in Russia », Marina Malkina, *Area Development and Policy* https://doi.org/10.1080/23792949.2022.2137538

« Coordinated Voting Against the Autocracy : The Case of the 'Smart Vote' Strategy in Russia », Mikhail Turchenko & Grigorii V. Golosov, *Europe-Asia Studies* https://doi.org/10.1080/09668136.2022.2147485

« Survey research in Russia : in the shadow of war », Bryn Rosenfeld, *Post-Soviet Affairs* https://doi.org/10.1080/1060586X.2022.2151767

SLOVAKIA

« "With courage against the system." The ideology of the people's party our Slovakia », Jakub Drábik, *Journal of Contemporary Central and Eastern Europe* https://doi.org/10.1080/25739638.2022.2164119

SLOVENIA

« Barricades and ballots : exploring the trajectory of the Slovenian left » (Open access), Ivaylo Dinev, *East European Politics*

SOUTH KOREA

« South Korea's 'Unfriendly' corporate governance disclosure to foreign investors », Minhye Zoh, *Asian Journal of Political Science* https://doi.org/10.1080/02185377.2022.2158578

« The US-led security network in the Indo-Pacific in international order transition : a South Korean perspective », Jae Jeok Park, *The Pacific Review*
https://doi.org/10.1080/09512748.2022.2160790

SRI LANKA

« Counter-terrorism, intelligence and policing in Sri Lanka : a case study of the 2019 easter terror attacks », Ryan Shaffer, Journal of Policing, *Intelligence and Counter Terrorism*
https://doi.org/10.1080/18335330.2022.2153613

TAIWAN

« High-Level Visit and National Security Policy : Evidence from a Quasi-Experiment in Taiwan», Austin Horng-En Wang, Charles K. S. Wu, Yao-Yuan Yeh & Fang-Yu Chen, *International Interactions*
https://doi.org/10.1080/03050629.2023.2162512

« A contextual analysis of the evolution of transitional justice : the story of Taiwan », Yi-Li Lee & Wen-Chen Chang, *The International Journal of Human Rights*
https://doi.org/10.1080/13642987.2022.2153120

TÜRKIYE

« The making of Turkish exceptionalism : the west, the rest and unreconciled issues from the past », Lerna K. Yanık, *Turkish Studies*
https://doi.org/10.1080/14683849.2022.2159816

« “Patience and Persistence” : Ambiguous Turkish–Israeli Relations in the 1960s », Efrat Aviv, *The Journal of the Middle East and Africa*
https://doi.org/10.1080/21520844.2022.2146407

« Measuring the disproportionality of Turkish elections », Jack Jacovou, *Southeast European and Black Sea Studies*
https://doi.org/10.1080/14683857.2022.2153401

UKRAINE

« Do the EU and Ukraine speak the same language ? The various notions of resilience before the military intervention », Kateřina Kočí, Marianna Gladysh & Oksana Krayevska, *Journal of Contemporary European Studies*
https://doi.org/10.1080/14782804.2022.2163991

« The art of partial commitment : the politics of military assistance to Ukraine », Alexander Lanoszka & Jordan Becker, *Post-Soviet Affairs*
https://doi.org/10.1080/1060586X.2022.2162758

« Back-to-normality outsiders : Zelensky’s technocratic populism, 2019–2021 », Oleksii Viedrov, *East European Politics*
https://doi.org/10.1080/21599165.2022.2146092

UNITED KINGDOM

« Crisis management, new constitutionalism, and depoliticisation : recasting the politics of austerity in the US and UK, 2010–16, » Dillon Wamsley, *New Political Economy*
https://doi.org/10.1080/13563467.2022.2153358

UNITED NATIONS

« Sanctions, Aid, and Voting Patterns in the United Nations General Assembly », David Lektzian & Glen Biglaiser, *International Interactions*

https://doi.org/10.1080/03050629.2023.2155151

UNITED STATES

« Trump’s Legacy and the Liberal International Order : Why Trump Failed to Institutionalise an Anti-global Agenda », Andrea Locatelli & Andrea Carati, *The International Spectator*

https://doi.org/10.1080/03932729.2022.2156226

VENEZUELA

« Autocratization and public administration : the revolutionary-populist regime in Venezuela in comparative perspective », Wolfgang Muno & Héctor Briceño, *Asia Pacific Journal of Public Administration*
https://doi.org/10.1080/23276665.2022.2148262

VIET NAM

« The political economy of special economic zones : the cases of Ethiopia and Vietnam », Keyi Tang, *Review of International Political Economy*
https://doi.org/10.1080/09692290.2022.2152073

ANTISEMITISM

« The apartheid and racism campaigns - the NGO contribution to antisemitism », Gerald M. Steinberg, *Israel Affairs*
https://doi.org/10.1080/13537121.2023.2162256

« Iran's antisemitism and anti-Zionism : eliminationist or performative ? », Ofira Seliktar, *Israel Affairs*
https://doi.org/10.1080/13537121.2023.2162260

« 'The Jews are our Misfortune !' Contemporary antisemitism as a hydra-headed phenomenon », Ben Cohen, *Israel Affairs*
https://doi.org/10.1080/13537121.2023.2162254

CIVIL CONFLICT

« The Effects of Social Media, Elites, and Political Polarization on Civil Conflict », Lance Y. Hunter & Glen Biglaiser, *Studies in Conflict & Terrorism*
https://doi.org/10.1080/1057610X.2022.2163461

CORRUPTION

« Revisionist Approaches to Corruption : From "Cynical Conservativism" to Radical Realism », Doron Navot, *Public Integrity*
https://doi.org/10.1080/10999922.2022.2155358

DECOLONISATION

« Afro-Asia as method : Bandung, the production of postcolonial space, and the cruel optimism of the 1960s », Christopher J. Lee, *The Global Sixties*
https://doi.org/10.1080/27708888.2022.2157988

« The neo-imperialism of decolonisation : John le Carré and Cold War India », Paul M. McGarr,
Intelligence and National Security
https://doi.org/10.1080/02684527.2022.2151759

ECOLOGY

« Eco-Fascism Online : Conceptualizing Far-Right Actors' Response to Climate Change on Stormfront », Imogen Richards, Callum Jones & Gearóid Brinn, *Studies in Conflict & Terrorism*
https://doi.org/10.1080/1057610X.2022.2156036

ECONOMY

« Legal diffusion as protectionism : the case of the U.S. promotion of antitrust laws » (Open access), Melike Arslan, *Review of International Political Economy*

« Who votes for free trade and when ? Geopolitics as the source of legislative preferences on free trade agreements », Sung Eun Kim & Joonseok Yang, *Review of International Political Economy*
https://doi.org/10.1080/09692290.2022.2144927

ENERGY

« Toward Dangerous US Unilateralism on Solar Geoengineering » (Open access), Jennie C Stephens, Prakash Kashwan, Duncan McLaren & Kevin Surprise, *Environmental Politics*

GENOCIDE

« Between mneme and anamnesis : on the memory and forgetting of the Roma Holocaust », Slawomir Kapralski, *Journal of Baltic Studies* https://doi.org/10.1080/01629778.2023.2156565

« 'Part of the Civilized World Community' : Holocaust in Historical Politics of the Unrecognized Republics of Transnistria and Donbas », Alexandr Voronovici, *Ethnopolitics* https://doi.org/10.1080/17449057.2022.2150397

HISTORY

« X and X : on the containment and liberation of cold war histories », Christopher J. Lee, *The Global Sixties* https://doi.org/10.1080/27708888.2022.2153204

INTELLIGENCE

« The politics of intelligence failures : power, rationality, and the intelligence process » (Open access), Tom Lundborg, *Intelligence and National Security*

PEACEKEEPING

« Non-Democratic Regimes and Participation in UN Peacekeeping Operations », Andrew Levin, *International Peacekeeping* https://doi.org/10.1080/13533312.2022.2160712

« A Perturbed Peace : Applying Complexity Theory to UN Peacekeeping » (Open access), Adam Day & Charles T. Hunt, *International Peacekeeping*

« Verification of Peace Accords and Military Expenditures in Post-Conflict Societies », Wakako Maekawa, *Defence and Peace Economics* https://doi.org/10.1080/10242694.2022.2158648

POLITICS

« Do Partisans Follow Their Leaders on Election Manipulation ? », Devin McCarthy, *Political Communication* https://doi.org/10.1080/10584609.2022.2150728

POPULISM

« Populist attitudes towards politics and science : how do they differ ? », Jakob-Moritz Eberl, Robert A. Huber, Niels G. Mede & Esther Greussing, *Political Research Exchange* https://doi.org/10.1080/2474736X.2022.2159847

« The winner takes all the trust : populism, democracy, and winner-loser gaps in political trust in Central and Southern Europe », Marta Kołczyńska, *Journal of Contemporary European Studies* https://doi.org/10.1080/14782804.2022.2162486

« It's a hoax ! The mediating factors of populist climate policy opposition » (Open access), Maurits J. Meijers, Yaël van Drunen & Kristof Jacobs, *West European Politics*

RELIGIONS

« Secularisation as the fragmentation of the sacred and of sacred space » (Open access), Marietta van der Tol & Philip Gorski, *Religion, State and Society*

STRATEGY

« Is empathy a strategic imperative ? A review essay » (Open access), Claire Yorke, *Journal of Strategic Studies*

TERRORISM

« Terror through the Looking Glass : Information Orientations and the Lens of Web Search Engines », Christopher Whyte, *Terrorism and Political Violence* https://doi.org/10.1080/09546553.2022.2151905

« Jihadi Kitsch : The Promesse de Bonheur of Islamist Terrorism » (Open access), Mehmet Ümit Necef & Henriette Frees Esholdt, *Studies in Conflict & Terrorism*

« Fighting against Jihad ? Blood Revenge and Anti-Insurgent Mobilization in Jihadist Civil Wars » (Open access), Huseyn Aliyev & Emil A. Souleimanov, *Studies in Conflict & Terrorism*

SANCTIONS

« Constraining Compliance ? Reconsidering the Effect of Veto Players on Sanctions Success », Tiziana Corda, *Defence and Peace Economics* https://doi.org/10.1080/10242694.2022.2158288

WEAPONS

« Noncompliance and punishment : lessons from multilateral chemical, biological, and nuclear arms control », Robert J. Hughes, *The Nonproliferation Review* https://doi.org/10.1080/10736700.2022.2128579

Voltaire, actualité internationale
Éditeur : Thierry Meyssan, SASU au capital de 1000 euros, ACA, 23 rue Antigna, 45000 Orléans, France.
Directeur de la publication : Thierry Meyssan, thierry.meyssan@voltairenet.org
Secrétaire de rédaction : Serge Marchand, serge.marchand@voltairenet.org
46 numéros par an.
Abonnement annuel : 150 euros
Abonnement mensuel : 15 euros
Prix de vente au numéro : 5 euros